

Conversation européenne #8 22 novembre 2018

Défense européenne : une armée pour défendre quoi ?

Avec

Simona Pronckute, Ancienne assistante principale du Secrétaire général adjoint d l'OTAN pour la diplomatie publique

Manuel Lafont Rapnouil, Directeur du bureau parisien du *European Council on Foreign Relations*

Édouard Gaudot, Membre du Comité d'orientation d'EuropaNova (modérateur)

Édouard Gaudot introduit la soirée en rappelant que l'objectif des Conversations européennes est de faire du sujet européen un sujet courant de discussion. Cette consultation a remis au cœur des échanges la défense européenne. Si le sujet existe depuis 1954 avec le projet de CED (Communauté Européenne de Défense), il a pris au cours des dernières années une deuxième jeunesse. Une des raisons de ce regain d'intérêt pour la défense européenne et les questions sous-jacentes (industries de l'armement, renforcement de Frontex...etc.) est l'action de la Commission européenne et de son Président, Jean-Claude Juncker, qui a remis à l'ordre du jour la question de la création d'une armée européenne.



Manuel Lafont Rapnouil fait d'abord un état des lieux de l'Europe de la défense. Il estime que la construction

européenne a repris dans le cadre d'une politique européenne de défense, chose qu'on n'aurait pas envisagée il y a quatre ans. **Nous sommes actuellement dans une phase où les questions de sécurité et de défense ont pris une place très importante dans l'agenda.** Il y a un consensus au sein des différentes institutions (nationales ou européennes) autour des menaces face auxquels nous devons avoir des outils en commun pour agir. Il s'agit toujours du **terrorisme** mais aussi de **menaces plus traditionnelles** avec des groupes armés et des puissances nationales menaçant l'Europe à ses

frontières. Le spectre d'inquiétude peut grandir encore vis-à-vis des armes de destruction massive. En outre, on observe une transformation des conflits armés : les acteurs « faibles » se servent de l'asymétrie en leur faveur, tandis que les acteurs « forts » se renouvellent avec la guerre hybride, comme le fait la Russie en Ukraine, par exemple, avec la politique du fait accompli. Cette stratégie militaire utilise, en plus des méthodes de guerre conventionnelles et asymétriques, la cyberguerre. La menace évolue avec les nouvelles technologies, mais surtout avec leurs nouveaux usages. **L'ensemble de l'environnement international s'est transformé, provoquant ainsi une incertitude.**

L'expert rappelle que la posture des États-Unis en termes de sécurité et de défenses a changé. **L'Europe devient moins centrale**

et stratégique, ce qui explique leur volonté d'un partage du fardeau que représente la défense européenne. Il y a eu au cours des cinq dernières années une véritable redistribution de la puissance, ramenant la Chine et la Russie au premier plan. D'autre part, on observe un affaiblissement du système multilatéral de sécurité des puissances moyennes et des organisations internationales, qui ont une marge de manœuvre moins importante. Dans ce contexte, **les Européens ont remis au cœur de la stratégie de l'Union la défense européenne. À ce titre, trois exemples peuvent être soulignés :**

-Développement des capacités militaires (équipements, formations, doctrine) avec la Coopération Structurée Permanente (CSP), disposition du traité de Lisbonne activée en 2017

- **Création d'une revue annuelle coordonnée en matière de défense**

- **Création du fonds européen de la défense**

Des avancées ont également vu le jour à côté de l'UE, avec par exemple la force de gendarmerie européenne, ou encore l'initiative européenne d'intervention, lancée par la France, consistant à relier les

Simona Pronckute s'attèle à présenter la **situation géopolitique des pays baltes et scandinaves**. Elle explique que les pays baltes, qui ont toujours été pro-atlantiques après avoir été occupés plusieurs fois par la Russie, font désormais partie de l'OTAN. L'organisation accorde également une grande importance à l'Arctique. En outre, la Finlande et la Suède, qui ne font pas partie de l'OTAN, ont participé récemment à un très grand exercice militaire avec la Pologne, le Royaume-Uni et les États-Unis. Cela montre que les pays voisins

chefs d'état-major européens entre eux afin de faire converger les cultures stratégiques. Les Français ont développé, depuis 2016, une ambition concernant la défense, celle de **l'autonomie stratégique**. L'autonomie vis-à-vis des américains, n'est pas à comprendre comme un acte de rébellion, mais au contraire comme un premier pas pour assumer sa propre part du fardeau, alors même que les américains sont dans une politique protectionniste et ferment le parapluie protecteur au-dessus de l'Europe. L'autonomie stratégique se compose de l'autonomie en matière d'information et d'analyse, d'autonomie de décision ainsi que d'autonomie d'action, que ce soit en termes financiers ou capacitaires. **Manuel Lafont Rapnouil** tient à clarifier que l'autonomie n'est que partielle et relative y compris pour les États-Unis. Il faut dès lors se poser la question de la limite de celle-ci et de ses objectifs. Pour conclure son état des lieux, il rappelle que les questions de défense englobent d'autres domaines que le militaire, comme la guerre informationnelle, et il insiste sur **l'importance d'une culture stratégique partagée**.

s'inquiètent aussi de ce qui se passe en Russie et se mobilisent au niveau de l'OTAN. D'ailleurs, les capacités militaires deviennent de plus en plus importantes. Les trois pays baltes investissent de plus en plus dans la défense, tout comme la Pologne, où on a constaté le doublement du budget défense depuis 2004. Par ailleurs, l'Estonie, la Lituanie et la Pologne vont aboutir à la fin de l'année à 2% de contribution à l'OTAN, ce que



seulement 8 membres de l'OTAN font à ce jour.

Le Royaume-Uni investit aussi beaucoup sur les capacités militaires et la sécurité. Avec les États-Unis, ils envoient de nombreux soldats dans les pays baltes pour sécuriser les frontières. Pour cette raison, les relations bilatérales entre ces pays et le Royaume-Uni et les États-Unis sont majeures. Selon **Simona Pronckute**, cette coopération bilatérale et régionale est positive, car elle permet le développement de compétences particulières. C'est le cas

Le public ouvre **le sujet du nucléaire**, et de la difficulté d'une décision commune sur ce thème. Un participant s'interroge sur la place du nucléaire dans le projet européen



originel qui s'est construit sur le rejet de la guerre. Le nucléaire a également soulevé la question de la souveraineté, qui est charnière dans le cas de la défense européenne.

Manuel Rapnouil répond qu'il y a de nombreux autres problèmes que la différence de culture stratégique. Il prend l'exemple du Sahel, théâtre de nombreuses opérations menées par des forces européennes variées. Tous les agents de terrain font face aux mêmes menaces et questions pratiques, sans avoir

Sur **la question de la souveraineté**, les deux intervenants s'accordent sur la nécessité de fonctionner « dans l'entre-deux », c'est-à-dire par des mécanismes bilatéraux ou minilatéraux, qui profitent à

de l'Estonie, très compétente en matière de numérique et de cybersécurité. Cela est d'autant plus nécessaire face à la Russie qui a mené des cyberattaques à l'encontre du gouvernement lituanien et de l'OTAN. Ainsi, l'OTAN est bien plus qu'une défense collective, c'est aussi une intelligence collective. **Édouard Gaudot** souligne la différence de culture stratégique. La question qui se pose est la suivante : comment peut-on travailler à une stratégie commune quand l'on n'a pas la même perception des menaces ?

la même culture stratégique. Il est donc possible d'avoir des intérêts communs sans culture stratégique commune. À propos du nucléaire, il affirme qu'une dissuasion intégrée n'est pas envisagée, mais d'autres solutions existent. Les Britanniques préconisent la dissuasion élargie, tandis que les Français promeuvent la dissuasion concertée. Cependant, le nucléaire n'est pas le sujet principal dans la défense européenne. L'objectif est plutôt d'aller vers le désarmement nucléaire. L'OTAN a besoin d'avoir une capacité de dissuasion et sa crédibilité est son bien le plus précieux. Néanmoins sa capacité de dissuasion n'est pas que nucléaire, puisqu'elle repose surtout sur la crédibilité de la garantie collective (Article 5 traité de l'OTAN). Selon lui, la vraie question à se poser est plutôt celle de l'établissement des priorités de l'autonomie stratégique.

l'UE. Selon **Simona Pronckute**, c'est une façon d'optimiser la défense européenne, en permettant de développer d'autres compétences et capacités militaires. L'idée d'une armée européenne unique demeure

impossible pour des questions de souveraineté évidentes. En outre, chaque Etat a, selon son histoire, ses propres considérations. Elle évoque que la réticence des pays baltes, de la Pologne, vient du souvenir de l'occupation soviétique et l'enrôlement forcé qui l'accompagnait. Une autre difficulté à une armée européenne est l'absence de personnel permanent indépendant au sein de l'Agence de Défense européenne.

Aujourd'hui, un des problèmes pour les européens, est l'ordre de sécurité en Europe, pris entre les États-Unis et la Russie. C'est le système international de sécurité qui est fragilisé. Quel genre d'ordre international veut-on ? Comment y contribuer ? La part du fardeau que les Européens sont prêts à prendre n'est pas qu'une défense face à la Russie mais le respect du droit international humanitaire, le désarmement nucléaire...



Édouard Gaudot conclut cette rencontre en rompant avec le dualisme commun du débat sur la défense européenne, pris trop souvent entre des considérations fédéralistes et des considérations absolutistes. **Il ne faut pas forcément voir l'armée européenne en termes fédéraliste et absolutiste.** Il existe un entre-deux, dans lequel **la solidarité est la clé** (article 42.7). Il donne comme exemple l'Estonie, qui a déployé 30 soldats en Centrafrique au nom de ce principe.